

Parti Révolutionnaire



-COMMUNISTES-

Front des luttes

- juin 2015 -

Le 20 juin 2015 s'est tenu, à Paris, le Congrès fondateur du Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES-, qui a donné naissance au parti communiste unifié dont la classe ouvrière de France a tant besoin. Vous pouvez retrouver sur nos sites internet (URCF ou Communistes) le compte-rendu de ce congrès.

*Dans tous les combats, les communistes du nouveau Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme, et démontreront patiemment et avec détermination que **la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.***

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par le Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- est d'exiger le SMIC à 2000 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants du Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES-. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosé en 2011, 2012, 2013 et 2014, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 6 Millions de personnes sont officiellement mal logées ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 15%. Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

*Le Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- revendique le SMIC à 2000 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.***

Otis (service, maintenance ascenseur)

Les salariés d'Otis France (4 900 salariés) qui gère 160.000 ascenseurs en France, sont entrés en lutte tout le mois de juin pour la défense de l'emploi et de leurs conditions de travail.

Conséquence du mouvement social à l'initiative de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), quelque "3.200 pannes en attente" ont été relevées lundi 8 juin tandis que 70 % des travailleurs étaient en grève.

Direction et syndicats se sont rencontrés à la mi-journée du 08 juin, sans succès.

Les grévistes luttent contre un projet de plan social portant sur 170 suppressions de postes et la charge de travail induite pour le personnel restant. Ils refusent également l'absence d'augmentation salariale collective en 2015. "Aujourd'hui, la charge de travail est irréalisable et l'effectif ne fait que décroître", selon le délégué CGT, qui rappelle que l'entreprise employait encore 6.000 personnes en 2009. «Les dirigeants d'Otis jouent toujours sur la même variable d'ajustement, la masse salariale, pour maintenir leurs marges et entretenir "leur profitabilité" par le biais d'un 4e plan social consécutif ». La précédente grève en 2011, pour les mêmes motifs, avait duré neuf jours, sans que les revendications soient satisfaites. Concernant les augmentations salariales réclamées, le dirigeant "a dit que c'est zéro, ça sera toujours zéro, qu'il ne lâchera absolument rien, jamais", rapporte un délégué CFDT. Seule concession faite par Otis : avancer le début des négociations salariales pour 2016 de quelques mois.

Le surlendemain, les syndicats d'Otis, à l'exception de la CFE-CGC, ont décidé mercredi de poursuivre une grève illimitée pour les salaires et l'emploi après une nouvelle réunion infructueuse avec la direction.

Dans la matinée, près de 800 travailleurs ont afflué devant le siège social d'Otis à la Défense. La grève était suivie mercredi par 70 à 80% du personnel, toutes catégories confondues, et par quasiment 100% des techniciens, d'après les syndicats. Le 15 juin, aux cris de "Otis peut et doit payer !", quelques centaines de salariés en grève manifestaient à nouveau devant le siège de l'ascensoriste à la Défense.

Les quelque 500 manifestants, venus de toutes les régions, se livraient à la mi-journée devant les forces de l'ordre à un concert de huées, sifflets, sirènes et puissants pétards, à quelques dizaines de mètres de la grande esplanade du quartier d'affaires parisien.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre du Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») **devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet transitoire urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Areva

Les salariés d'Areva étaient en grève mardi 02 juin pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire et dire non à son démantèlement, une première depuis l'annonce en mai de la suppression de 3.000 à 4.000 postes en France.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et Unsa avait appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures. 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels.

Les travailleurs ont organisé des barrages filtrants des manifestations et bloqué des sites de production.

A la veille d'une réunion à l'Elysée sur la filière nucléaire, 200 salariés ont également manifesté devant le siège du groupe à la Défense (Hauts-de-Seine).

Détenu à près de 87% par l'État, le groupe qui emploie 44.000 personnes (dont 29.000 en France) a engagé un plan de suppression de 6.000 postes d'ici 2017, dont 3 à 4.000 en France. L'Etat a parallèlement appelé à un rapprochement entre Areva et EDF, qui s'est traduit par une offre de l'électricien sur Areva NP, la division réacteurs du groupe nucléaire.

Un plan pour soi-disant réaliser des économies alors que 20 millions d'euros par an sont toujours dépensés par le groupe pour payer son ancien siège parisien dont "le bail n'a pas été résilié".

A titre de comparaison, le gel des salaires décidé en novembre équivaut à 15 millions d'euros.

Partout en France, la mobilisation a été forte.

Dans le Nord-Cotentin, où se trouvent l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague et le chantier de la centrale EPR de Flamanville, 700 salariés se sont rassemblés devant la mairie de Cherbourg, sous une pluie battante.

A Marcoule (Gard), entre 200 et 300 salariés ont mis en place des barrages filtrants aux entrées du site.

Dans la Drôme, à Pierrelatte, où la grève a pour conséquence l'arrêt des activités de production depuis le lundi soir, 400 employés du site du Tricastin ont manifesté entre la gare et la mairie. En Saône-et-Loire, sur le site de Saint-Marcel-Le Creusot, 250 travailleurs ont débrayé. A Cadar (Bouches-du-Rhône), ils étaient aussi environ 150 à 200 à distribuer des tracts à l'entrée du site, tandis que sur le site de la Comurhex (filiale spécialisée dans le raffinage et la conversion d'uranium) près de Narbonne (Aude), 70% des quelque 250 salariés avaient cessé le travail.

Sur la chaussée menant à ce site, "Areva patron voyou" était écrit en lettres rouges.

Renault Trucks (automobile, groupe Volvo).

Six syndicats de Renault Trucks (groupe Volvo) ont appelé à faire grève mardi 8 juin contre le plan social annoncé chez le constructeur de poids-lourds, prévoyant 512 suppressions nettes de postes. Cette grève a eu lieu à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE). "C'est là que les salariés vont savoir si leur poste est supprimé ou pas", explique un responsable

syndical. Deux rassemblements étaient organisés aux abords du site situé sur les communes de Saint-Priest et Vénissieux (Métropole de Lyon).

Annoncé le 28 avril, ce nouveau plan social chez Renault Trucks, le deuxième en moins d'un an, a provoqué la colère des travailleurs du constructeur de poids-lourds. *"Les ventes progressent et la rentabilité du groupe se redresse. Dans ce contexte, il n'est pas tolérable que le groupe décide des licenciements contraints qui ne servent qu'à redresser l'image boursière du groupe"*, ont commenté les six syndicats (CFE-CGC, CFDT, FO, CGT, Sud et CTFC), dans un communiqué.

Le projet prévoit la suppression de 591 postes et la création de 79 autres, soit une perte nette de 512 emplois, principalement dans les services administratifs de l'organisation commerciale de Renault Trucks à Saint-Priest et Vénissieux. En mars 2014, le groupe avait déjà annoncé 508 suppressions d'emplois en France, dont 319 dans son fief historique de l'agglomération lyonnaise.

Le 16 juin, entre 800 et 1.000 salariés de Renault Trucks ont défilé jusqu'à la préfecture de Lyon contre le plan de 512 suppressions de postes, au moment où le PDG de la maison-mère suédoise était reçu à Paris par le ministre de l'Economie Emmanuel Macron. Portant sur l'épaule un panneau montrant des photos des patrons de Volvo sous la phrase *"Serial Job Killers"*, un salarié au service du développement de logiciels à Saint-Priest (Métropole de Lyon), dénonçait des mesures d'externalisation du groupe. *"Ma femme travaille à la comptabilité et son service est externalisé vers l'Inde et la Pologne où la main d'oeuvre coûte moins cher. Elle va devoir former des Indiens et des Polonais!"*.

Des manifestants ont aussi demandé au Premier ministre Manuel Valls, qui avait jugé que ce plan ne pouvait être accepté en l'état, de passer "des paroles aux actes". Le syndicat CFE-CGC a proposé une prise de participation de l'Etat dans le capital de 150 millions d'euros, pour financer la gamme de camion de moyen tonnage, ce qui est à la mesure des finances de l'Etat français explique t-il.

Or une telle proposition, en plus d'épargner le capital seul responsable, n'est pas une réponse durable à la question de l'emploi. En oubliant la question de la nature de classe (bourgeoise) de l'Etat, elle revient à ce que ce soient les travailleurs qui financent leur propre emploi.

Seule une nationalisation sans indemnisation par la lutte et avec contrôle ouvrier peut résoudre la question de l'emploi et de la production industrielle de poids lourds selon les besoins du pays.

Ces luttes pour les nationalisations sans indemnisation des monopoles casseurs d'emploi devront poser la question de la lutte générale contre le capitalisme, du bris de l'Etat capitaliste par la Révolution, du pouvoir ouvrier et populaire et de la construction du socialisme.

Raffinerie Total de La Mède (Bouches-du-Rhône)

Les ouvriers de la raffinerie Total de La Mède (Bouches-du-Rhône) ont lancé jeudi 11 juin un mouvement de grève illimitée pour demander l'ouverture de négociations sur "le projet alternatif" pour le site porté par la CGT, a annoncé le syndicat dans un communiqué. Le jour même s'est tenue sur la plateforme de La Mède une coordination de l'ensemble des syndicats CGT du groupe Total pour porter auprès des salariés et de la direction, la vision revendicative de l'organisation syndicale.

Suite à l'assemblée générale du personnel de l'après-midi, organisée par la CGT, les salariés ont décidé de lancer un mouvement de grève illimitée pour revendiquer le retrait du plan de sauvegarde de l'emploi, l'arrêt des procédures en cours et l'ouverture de négociations pour le projet alternatif porté par la CGT.

Le 16 avril, lors d'un comité central d'entreprise (CCE), Total a présenté aux syndicats un plan de « restructuration » de l'activité du raffinage en France qui prévoit notamment de supprimer 180 postes sur les 430 que compte sa raffinerie des Bouches-du-Rhône.

Les ouvriers du site ne tolèrent plus qu'à chaque fois que la direction patronale change d'orientation, cela se fasse sur un champ de ruines et au détriment du personnel.

Lundi 15 juin : quatrième jour d'arrêt de la raffinerie en raison de la grève.

Les autres syndicats - FO, CFDT et CFE-CGC- ont décidé, eux, de négocier sur le projet proposé par la direction de Total.

29 juin : la Fédération nationale des industries chimiques-CGT (FNIC) a appelé à un blocage des stations Total chaque jeudi contre les projets du groupe concernant la raffinerie de La Mède.

Dans un communiqué, la FNIC-CGT (qui a récemment adhéré à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) – fédération syndicale de classe- après plusieurs années en tant qu'observatrice) explique avoir engagé *"un combat contre la fermeture programmée de la raffinerie Total La Mède dans les Bouches-du-Rhône"*, qui menace *"1.300 emplois directs et indirects"*.

En avril, le groupe monopoliste Total avait annoncé un « investissement » de 200 millions d'euros pour la reconversion de cette raffinerie vers la production de biocarburants, entraînant la suppression de 180 postes sur 430, sans licenciements.

Pour la fédération syndicale, ce *"projet de mort du raffinage de pétrole à La Mède"* n'est pas acceptable. L'organisation appelle *"au blocage de toutes les stations de vente de carburants Total"*, une opération qui sera renouvelée "chaque jeudi" durant tout l'été jusqu'à ce que l'entreprise "retire son projet".

Rappelons-nous que c'est la même FNIC-CGT qui avait lancé les blocages de raffineries et de dépôt de carburants au moment de la lutte sur les retraites en 2010. La CGT de Thibault – adhérente de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) réformiste - n'avait lancé aucun appel au blocage du pays et ne demandait pas le retrait du projet gouvernemental mais sa négociation.

En France, les besoins de raffinage ne sont pas satisfaits, le pays importe désormais des produits raffinés en Inde ou au Moyen Orient pour 20 millions de tonnes sur 75 millions consommés. La fermeture de la Mède aggraverait ce déficit de 7,5 millions de tonnes.

F. Duseux, le patron de l'Union française de l'industrie pétrolière, a annoncé officiellement le 18 juin la fermeture de 30 % des capacités européennes de raffinage dans les prochaines années, soit 3 raffineries françaises qui fermeraient ! Pour sauver les emplois et les sites de raffinage, par la lutte, nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier du groupe Total !

A Rouen contre la réforme territoriale

Le 25 juin, plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté à Rouen contre la réforme territoriale devant le Théâtre des Arts où se déroulait le 11e congrès de l'Association des Régions de France.

A l'aide d'une grande banderole contre les licenciements, les manifestants ont bloqué l'accès à la station centrale de métro de la ville. Le bâtiment (et ses abords) était puissamment gardé depuis le matin par des vigiles, la police et des gendarmes mobiles. Cette manifestation "public / privé" avait pour but de dire "non aux destructions d'emplois, non à la réforme territoriale, non au pacte d'austérité et oui à l'augmentation des salaires et au développement des services publics", tandis que 196 emplois de la société Chapelle Darblay sont par exemple menacés localement.

Ladite réforme territoriale a pour but une nouvelle échelle dans la mise en concurrence des territoires selon les stratégies des monopoles, un meilleur transfert des dépenses publiques vers le capital et l'éloignement des lieux de décisions.

Le nouveau Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- apportera son analyse de classe, y compris au moment des élections régionales, dans le but de favoriser des mots d'ordre de lutte, seuls capables de faire reculer ce projet du gouvernement et du capital.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **le Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- avance sa campagne** de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

Le nouveau Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : travailleurs de l'imprimerie de Châtenoy-le-Royal, de la SNCM, de l'AP-HP, personnels de l'enseignement des collèges, salariés lorrains de Schneider Electric, ouvriers de PSA Poissy, employés de la banque postale, marins de MyFerrylink, salariés de Vallourec...

Continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur nos sites internet transitoires, notre programme de lutte et de Révolution pour le socialisme.

**Rejoignez le combat du
Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES- !**

Contact courriels provisoires: communistes2@wanadoo.fr ou urcf.oulianov@free.fr

06 juillet 2015

Commission ouvrière et d'entreprises du **Parti Révolutionnaire -COMMUNISTES-**